

Morts tragiques de nos collègues : les vautours du sécuritaire se régalent

La Police Nationale vient de perdre deux de ses membres en quelques jours. Après l'attentat qui a frappé Stéphanie Monfermé, une agente administrative du commissariat de Rambouillet, c'est un policier, Eric Masson, qui a été tué dans l'exercice de ses fonctions à Avignon, lors d'un contrôle de police en matière de stupéfiants. Aux familles et services endeuillés, Sud Intérieur adresse une nouvelle fois ses condoléances.

Notre syndicat est attristé par ces pertes, qui plus est, dans des circonstances tragiques. Mais nous sommes également en colère de voir ces drames servir une nouvelle fois l'agenda sécuritaire d'une partie de la classe politique, médiatique et syndicale qui cherchent, à travers l'émotion légitime suscitée par ces tragédies, à exploiter la mort d'autrui pour enfermer la société dans un carcan liberticide et inégalitaire au profit de ses propres intérêts. Loin de prendre le recul nécessaire face à cette violence afin d'en analyser les causes, ils se livrent à un concours de fake news, d'amalgames et de propositions hors-sol, quand ce n'est pas la reprise de mesures qui... existent déjà.

La dignité due à la mémoire de nos collègues voudrait que le débat sur les questions de sécurité soit fait de raison et d'arguments factuels. Il n'est que pathos et travestissement de la réalité. L'enjeu est donc moins l'hommage aux victimes que d'utiliser ces drames pour imposer un projet de société mortifère.

Il semble donc essentiel pour Sud Intérieur d'apporter ici un certain nombre d'éléments qui sont pas ou peu visibles dans le débat public.

La mort et les policiers

Les meurtres de nos 2 collègues, dans un temps très proche, ont remis l'idée, dans le débat public, que les policiers étaient de plus en plus exposés à un risque de mort. Or, l'examen des faits et des statistiques en la matière démontre le contraire. Depuis le milieu des années 80, où les policiers étaient extrêmement exposés à la mort, notamment dans le cadre d'actes de terrorisme et de divers

braquages, le nombre de policiers tués en mission n'a cessé de baisser. De manière circonstancielle, certaines années récentes ont été beaucoup plus dramatiques que d'autres en termes de policiers tués en mission, expliquant une légère hausse, mais globalement le chiffre des policiers tués volontairement lors de missions de police est à la baisse sur le temps long.

C'est ce que nous apprend notamment le site *Mémorial en ligne des policiers morts en service, victimes du devoir* qui recense et rend hommage aux policiers décédés en mission. Leur excellent travail de mémoire, qui a recensé notamment 193 décès depuis 1970, montre la baisse du nombre de policiers tués dans des affaires de droit commun depuis le milieu des années 80, particulièrement les homicides par arme à feu. La légère hausse du nombre de policiers tués dans les années 2010 est dû, quant à elle, aux attentats qui ont visé nos collègues.

Les forces de l'ordre (y compris les militaires de l'opération sentinelle et les polices municipales) ont fait l'objet de 17 actions terroristes depuis 2014. Ceci n'est pas nouveau dans notre histoire. Les policiers français, en tant que représentants extrêmement symboliques de l'Etat régalien français, furent à de nombreuses reprises victimes du terrorisme, qu'il soit islamiste, indépendantiste (guerre d'Algérie), d'extrême-droite (OAS) ou venant de l'ultra-gauche (Action Directe).

Cependant, malgré le risque accru lié au terrorisme, les policiers français, à l'heure actuelle, semblent moins exposés que ne l'étaient les policiers durant les années 80 ou 90, et à un niveau presque équivalent aux années 2000. S'il convient de rester vigilant, puisque la police est clairement une cible désignée du terrorisme islamiste en France, l'hystérie qui entoure cette question dans le débat public mérite donc d'être dénoncée. Il faut garder raison et refuser la surenchère populiste et autoritariste dont le seul objectif n'est pas la protection des policiers et de l'ensemble de la population mais bien l'instrumentalisation des émotions pour s'assurer toujours plus du contrôle social de la population, autant par la peur que par de nouvelles lois et mesures liberticides.

De plus, il y a un discours extrêmement malsain, venant notamment des syndicats de policiers, laissant penser que l'Etat et le laxisme de la justice ne feraient rien pour empêcher les policiers de mourir. Premièrement, le laxisme supposé de la justice ne résiste pas à l'examen des faits quand on étudie les statistiques de la justice pénale : la justice condamne de plus en plus, la moyenne des peines augmentent et nous battons des records de surpopulation carcérale. Le problème n'est pas la sévérité ou non des juges mais les moyens accordés à la justice et la lutte contre la récidive. Notre justice n'a cessé de se paupériser à mesure qu'on lui en demandait de plus en plus.

Deuxièmement, le risque d'être tué fait partie du métier de policier, au même titre que dans les professions de pompier et de militaire. C'est un métier qui intervient sur différentes formes de violence, parfois gravissimes. Cela a toujours été le cas. Mécaniquement, cela expose les policiers à ce

risque de mort. Cela ne veut pas dire qu'il faut s'habituer à la mort de nos collègues, à ces drames qui détruisent des vies et des familles. Cela veut dire qu'il faut travailler à une société qui élimine toute forme de violences. Exiger que plus aucun policier ne soit tué en mission sans créer les conditions d'une société qui élimine toute forme de violence, y compris la violence originelle produite par un système inégalitaire, c'est être malhonnête politiquement, syndicalement et intellectuellement. Car, tant que la société produira de la violence, des policiers seront susceptibles d'être tués en mission.

Est-ce que cela signifie que les policiers exercent en toute sécurité ? Non.

Si broder sur un risque de mort supposément plus important, que les faits tempèrent, est une stratégie dangereuse pour la démocratie, on ne peut nier que les policiers encourent des risques plus importants d'être blessés de nos jours. Les chiffres semblent montrer une tendance nette, celle d'une augmentation du nombre de blessés en mission. Néanmoins, il faut là encore faire très attention à comment interpréter des chiffres qui ont régulièrement été manipulés pour justifier une intensification de la répression, tant sur le terrain que dans les dispositions législatives.

De plus, cette augmentation du nombre de policiers blessés en mission ne vient pas de nulle part. Elle a des causes qu'il faut identifier pour mieux comprendre le phénomène et y remédier. Pour Sud Intérieur, qui ne prétend pas apporter toutes les réponses, les causes suivantes peuvent expliquer en partie ce regain de tension entre la police et une partie de la population :

- Politique du chiffre et police d'intervention : Avec les années Sarkozy, la police s'est orientée vers une politique de la tolérance zéro et du résultat quantifiable immédiatement. Cela a profondément modifié le faire police en France en accentuant deux pratiques : la police d'intervention et le contrôle d'identité. Ces deux pratiques professionnelles, poussées à l'extrême, ont engendré de plus en plus de rapports conflictuels et donc de violence, que ce soit contre ou par des policiers. Comme l'ont noté de nombreux sociologues, la police est devenue une bande rivale aux yeux de nombreux jeunes des quartiers, une bande voulant imposer son autorité armée sur un territoire qui n'est pas le sien, selon la vision qu'en ont certains jeunes. Cette vision problématique de la police est la conséquence de politiques publiques qui ont abandonné l'idée de lutter réellement contre les inégalités sociales, préférant le maquillage de la politique de ville tout en faisant de la police l'acteur central de la présence étatique dans les quartiers populaires. Cela a contribué à aggraver des tensions et à favoriser guet-apens et attaques de commissariat. Ces violences que nous dénonçons sont avant tout la conséquence d'un abandon politique qui encourage la violence de rue.

- Un maintien de l'ordre autoritariste : Longtemps loué pour son professionnalisme, le maintien de l'ordre à la française n'a cessé de régresser ces dernières années. Sivens, Notre Dame des Landes, la Loi Travail, les Gilets Jaunes, autant de luttes sociales qui ont montré que le maintien de l'ordre à la française devenait de plus en plus la seule réponse politique aux questions fondamentales de notre société et de notre planète. La répression accrue des manifestations et son caractère hautement liberticide a été dénoncée jusqu'à l'ONU. En se parant du frauduleux concept de monopole étatique de la violence légitime, l'Etat n'a cessé de terroriser les mouvements sociaux tout en refusant de comprendre la violence qui pouvait s'y exercer à la marge. Or, cette violence n'est qu'une réponse à la violence institutionnelle et sociale produite par le système capitaliste et son gestionnaire institutionnel, l'Etat. Sud Intérieur ne cautionne pas cette stratégie militante de la violence, qui n'est pas la nôtre, mais nous en comprenons les causes et les objectifs. Malheureusement, ces violences qui ciblent symboliquement le capitalisme n'atteignent généralement que les policiers eux-mêmes, sans efficacité démontrée à changer le système. Elles blessent des femmes et des hommes qui sont aussi des victimes de ce système et ce n'est pas, pour nous, la bonne solution. Néanmoins, c'est une violence militante qui naît d'une violence plus globale qu'entretiennent les politiques des gouvernements successifs et cela ne peut qu'engendrer plus de blessures chez les policiers et gendarmes.

Plus globalement, loin des discours fallacieux sur un ensauvagement fantasmé de la société, les enquêtes de victimation montrent plutôt une tendance stable sur les 20 à 30 dernières années alors que le nombre d'homicide a été divisé par deux depuis les années 90 et par quatre depuis les années 60. Oui, la violence criminelle et délinquante existe, et les policiers en sont aussi victimes, mais elle n'est pas plus intense qu'avant. Historiquement, nous vivons dans la société la moins violente de l'histoire française. Et c'est parce que la violence a reculé sensiblement durant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle que notre perception de celle-ci nous la rend encore plus insupportable, particulièrement à l'heure des réseaux sociaux et des chaînes d'informations en continue qui grossissent l'importance et les émotions sur le moindre fait divers, offrant une vue du monde biaisé.

Néanmoins, comme dit plus haut avec le risque d'être tué en mission, le risque d'être blessé fait également partie du métier. On ne peut choisir la police en pensant échapper à ce risque, tout comme un pompier ne peut espérer éviter les interventions dangereuses ou un militaire d'être envoyé dans une zone de combats. Il ne faut pas laisser penser aux policiers que ce risque peut être supprimé à court terme, par des mesures à prendre immédiatement. C'est malhonnête. Que l'on parle de mort ou de blessures, c'est la diminution du risque qui doit être envisagée dans un premier temps, tout en acceptant que le risque zéro n'existe pas.

Quelles solutions pour protéger les policiers ?

Face à l'émotion légitime suscitée par le meurtre de nos deux collègues, les chantres du sécuritaire continuent de proposer des solutions hors-sol et dangereuses pour la démocratie, jusqu'à un syndicat de police demandant la même politique anti-drogue que des pays comme le Brésil avec renfort de l'armée et mesures attentatoires à la démocratie.

Depuis des décennies, à l'exception de la police de proximité, les gouvernements ont voté des lois, pris des mesures et mis en place des réformes pour augmenter le pouvoir répressif de l'Etat, et de la police en particulier, dans une frénésie sécuritaire qui nous a conduit dans une impasse. La politique de prohibition des stupéfiants depuis les années 70 en est un parfait exemple. Le trafic prospère et la consommation de cannabis en France est la plus élevée d'Europe. Gérald Darmanin propose une nouvelle guerre à la drogue sur un modèle qui a échoué partout, y compris quand des moyens énormes étaient disponibles (cf la « war on drugs » de Reagan dans les années 80).

Ne soyons pas dupes : la guerre à la drogue du ministre de l'Intérieur de la Sarkoz... de la Macronie a moins à voir avec l'envie de combattre les trafics et la consommation de stupéfiants qu'avec le renforcement d'un Etat autoritaire et son contrôle social de la population, à un an d'une élection présidentielle. Il en est de même pour les lois anti-terroristes et toutes les lois d'exception qui prennent prétexte d'une réelle problématique (terrorisme, pandémie, bandes violentes, etc) pour créer les moyens de réprimer la contestation sociale et de maintenir un ordre inégalitaire.

Un ordre inégalitaire, générateur d'une violence sociale et institutionnelle, protéiforme, qui est la source de toutes les violences que nous subissons au quotidien (violences sexuelles, conjugales, intrafamiliales, entre bandes, discriminatoires, d'acquisition, etc), y compris la violence subie par les policiers. Une société qui crée des inégalités, des différences de traitement, du mal-être, du rejet pour permettre à une minorité de posséder la majorité des richesses et des privilèges est une société qui dysfonctionne profondément. Un dysfonctionnement structurel violent qui génère en retour de la violence.

Ce que nous montre l'histoire, ancienne comme récente, c'est qu'une société qui s'améliore socialement et démocratiquement est une société qui fait reculer la violence. La criminalité n'est jamais vaincue par la police et la justice, qui agissent, à la marge, comme des digues temporaires, mais par des politiques sociales fortes. Ce sont les conditions de vie qui importent et non le taux d'interpellations ou de condamnations.

La criminalité est comme une maladie et la société, un patient. Pour guérir le patient, il faut des médecins et des remèdes, pas l'intervention du vigile qui garde l'entrée de l'hôpital.

La lutte contre les violences faites aux policiers, tout comme la lutte contre les violences policières et toutes les autres formes de violence, se situe donc à un niveau politique et social. Il faut changer notre société et notre manière de faire la police dans la société. Améliorer la sécurité des commissariats, acheter de meilleurs gilets pare-balles ou recruter plus de policiers ne seront que des mesurètes inefficaces ou peu efficaces si le fond du problème n'est pas traité. Les policiers et la population méritent mieux que de la cosmétique.

Changer notre société va prendre du temps mais des mesures peuvent être prises immédiatement :

- Renforcer les dispositifs d'aide, d'insertion et de soutien dans les quartiers populaires et auprès des publics précaires, particulièrement la prévention spécialisée, secteur paupérisé malgré son importance dans l'accompagnement des jeunes et la prévention de la délinquance.
- Donner de véritables moyens à la justice dans la lutte contre la récidive, pour les peines alternatives, l'exécution des condamnations et le suivi probatoire des personnes condamnées, notamment pour éviter les sorties sèches qui conduisent à la récidive.
- Donner de véritables moyens à l'Education Nationale dans les secteurs de grande difficulté sociale, les établissements scolaires ayant un rôle de prévention et de lutte contre la délinquance bien plus opérant que la police à moyen et long terme.
- Mettre fin REELLEMENT à la politique du chiffre et au faire police délétère d'une police d'intervention et de contrôles systématisés. Aujourd'hui, l'Etat expose les fonctionnaires de police en leur confiant une mission impossible à remplir, dans le seul but de maintenir un système inégalitaire.
- Mettre fin à la politique inefficace de prohibition des stupéfiants qui encourage la politique du chiffre et les tensions sur le terrain, et donc les violences, sans que cela n'ait d'effet sur le trafic, la consommation et la tranquillité publique.

L'objectif de ces propositions est de ne plus faire de la police l'acteur central de la réponse de l'Etat aux problématiques sociales et sociétales. La sécurité n'est pas la première des libertés. Et la meilleure sécurité face aux violences, c'est la sécurité sociale au sens large.

De telles mesures amèneront à un recul de la violence et à moins exposer les policiers à cette violence. Cela permettra également à un recul des violences institutionnelles. Un avenir qui se construira par la justice sociale et une vitalité démocratique, loin du délire sécuritaire et libéricide qui nous entoure, véritable impasse pour la société et ses policiers.

C'est d'ailleurs parce que nous refusons la récupération de la mort de nos collègues que Sud Intérieur ne donnera aucune consigne pour la marche citoyenne du 19 mai prochain qui risque de se transformer en nouvelle tribune des tenants de la ligne d'un Etat autoritaire et d'une police de la seule répression, comme le montre l'appel à manifester de certains syndicats de police qui donnent rendez-vous ce jour-là devant l'Assemblée Nationale. Nos collègues méritent mieux. Les victimes de violence méritent mieux. Nous méritons tous mieux.

DU FOND ET DE LA MÉTHODE REJOIGNEZ SUD INTÉRIEUR

Pour nous suivre :

Notre site : www.sud.interieur.fr

Sur Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/SudInterieur/>

Sur Twitter : <https://twitter.com/sudinterieur>